

Éléonore SLAMA

Adjointe à la Maire du 12^e arrondissement de Paris
en charge du logement, de la lutte contre les inégalités et contre l'exclusion
Maire du quartier Bel-Air nord

Monsieur le Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Monsieur le Premier ministre,

La crise du logement est bel et bien là. La construction est au point mort, les banques prêtent moins qu'avant, les potentiels acquéreurs ne parviennent plus à acheter, les locataires ne trouvent plus rien à louer à des prix abordables, le logement social est saturé et la liste des demandeurs s'allongent tout comme les délais d'attente pour obtenir un logement social. La crise que nous traversons est inédite et grippe toutes les sphères du logement en même temps avec une force et une rapidité inégalées. Pourtant cela fait plusieurs années que les acteurs du logement dans leur diversité tirent la sonnette d'alarme et implorent le gouvernement d'agir. Le Conseil national de la Refondation auquel j'avais eu l'honneur de participer, avait par exemple formulé de nombreuses propositions visant à relancer le secteur et répondre aux besoins sociaux. Compte tenu de l'aggravation de la situation, la FFB, l'USH, la FNAIM, la FPI, Pôle Habitat FFB, Procivis, l'UNIS, l'UNNE, l'UNSA et l'UNTEC ont même décidé de poursuivre leur démarche commune pour défendre la politique du logement à travers « l'Alliance pour le logement » faisant à nouveau des propositions fortes il y a quelques jours encore. Jusqu'ici pourtant la puissance publique a renoncé à mener une action déterminée contre la crise du logement, un renoncement qui reflète une forme d'abandon pour les 4,2 millions de personnes qui souffrent de ce terrible fléau aux conséquences dramatiques.

Pire, depuis 2017, les politiques publiques menées ne se font pas seulement en oubliant les plus pauvres mais en les attaquant directement. Jusqu'ici, avec plus ou moins de succès, les pouvoirs publics cherchaient à prévenir les expulsions, à l'image de ce que nous pouvons faire par exemple dans le 12^e où nous réunissons régulièrement les acteurs concernés dans le cadre de réunions de prévention des expulsions. Avec la loi « anti squat » du 27 juillet 2023, c'est une vision purement répressive que vous avez choisie, au risque d'aggraver les problèmes et de faire subir une punition collective aux familles.

Monsieur le Premier ministre, il y a urgence. La précarité et la pauvreté progressent à nouveau au sein de la société. Elles s'élargissent à de nouveaux publics et concernent désormais de très nombreux territoires. L'inquiétude liée aux effets sociaux et économiques de la crise du logement est très forte, d'autant plus que les décisions touchant le logement pour peu qu'elles prennent la mesure de la situation, sont pour la plupart d'entre elles longues à produire des effets de redressement.

Adjointe en charge du logement, de la lutte contre les inégalités et contre l'exclusion, je constate chaque jour l'aggravation de la situation et ce malgré la politique volontariste engagée par la Ville de Paris pour loger tous les Parisiens et limiter la hausse des prix du logement. Aujourd'hui, au travers de ce courrier, je vous relaie la voix de ces hommes, de ces femmes, de ces familles, qui m'écrivent, m'interpellent, me supplient tous les jours de leur permettre de mener une vie digne en ayant la chance de bénéficier d'un logement de qualité.

Monsieur le Premier ministre, nous militants du logement sur le terrain, attendons des réponses fortes de votre gouvernement pour relancer la production de logement et non des attaques contre le logement social. Après la coupe dans les APL, un très grave coup est une nouvelle fois porté au logement social avec le souhait que vous avez exprimé lors de votre discours de politique général de revoir le décompte des logements sociaux que les communes doivent respecter au titre de la loi SRU pour y ajouter une part de logements intermédiaires. Le logement intermédiaire, compte tenu de son niveau de loyer et donc des revenus nécessaires pour l'assumer concerne moins de 5% des demandeurs d'un logement social en France. Cette mesure ne répondra pas à la réalité qui s'impose à nous et sur laquelle monsieur Premier ministre vous ne devez pas détourner le regard : il n'y a jamais eu aussi peu de logements sociaux construits en France depuis 2005. La crise ne se limite pas au logement des couches moyennes et bien qu'il faille développer du logement locatif intermédiaire à leur intention, ne décentrez pas les efforts de production de logements sociaux par rapport à la caractéristique de la demande qui est très claire : 70% des 2,4 millions de demandeurs ont des niveaux de ressources qui les rendent éligibles aux logements dits très sociaux financés en PLAI. Avec les loyers des logements locatifs intermédiaires, deux fois supérieurs aux loyers moyens Hlm, la cible sociale n'est à l'évidence pas la même.

Bien malmenée depuis 2017, la question du logement et de l'habitat ne peut plus continuer d'être traitée avant tout à travers le prisme budgétaire, comme un gisement d'économie, au détriment de la dimension sociale. Monsieur le Premier ministre, sans logement, la dignité due aux personnes est bafouée. Il est encore temps de prendre la mesure de la crise que nous traversons et de faire reculer le mal-logement en relançant le financement du logement social, en revalorisant les APL, en soutenant le travail social, en généralisant l'encadrement des loyers..., et l'ensemble des mesures que les acteurs du logement vous implorent de prendre depuis des mois.

Comptant sur le reste de socle de valeurs humanistes et républicaines d'un jeune homme que j'ai autrefois appelé « camarade » et avec qui je partageais ces combats, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

Éléonore SLAMA